

MARCHE PUBLIC DE TRAVAUX

UNIVERSITE DE POITIERS
Direction de la Logistique et du du Patrimoine Immobilier
1 allée Jean Monnet
Bâtiment C1 – TSA 11111
86073 POITIERS cedex 9



TRAVAUX D'ENTRETIEN PAR CURAGE D'UNE CONCHE DANS LE POLE UNIVERSITAIRE DE NIORT

2025A207T

Cahier des Clauses Administratives Particulières

Le Maître d'Ouvrage	Madame la Présidente de l'université de Poitiers Université de Poitiers - Direction de la Logistique et du Patrimoine Immobilier 1 allée Jean Monnet – Bâtiment C1 - TSA 11 111 - 86073 POITIERS Cedex 9
La conduite d'opération	M. Barret David Alexandre Assistance générale à caractère administratif, financier et technique ☎ : 06 74 50 39 95 @ : david.alexandre.barret@univ-poitiers .

Table des matières

ARTICLE PREMIER : OBJET DE LA CONSULTATION - DISPOSITIONS GENERALES	4
1.1 - OBJET DU MARCHE	4
1.2 – NATURE DU MARCHE	4
1.3 - MODIFICATIONS DU MARCHE	4
1.4 - DECOMPOSITION DE LA CONSULTATION	4
1.5.- SOUS TRAITANCE	4
1.6 - MAITRISE D'ŒUVRE	5
1.7 - COORDINATION POUR LA SECURITE ET LA PROTECTION DE LA SANTE	5
1.8 - NOTIFICATIONS PAR ECHANGES DEMATERIALISES	5
1.9 - REDRESSEMENT OU LIQUIDATION JUDICIAIRE	5
ARTICLE 2 : PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE	5
2.1.- PIECES PARTICULIERES :	5
2.2.- PIECES GENERALES	6
ARTICLE 3 : PRIX DU MARCHE	6
3.1 - CARACTERISTIQUES DES PRIX	6
3.2 - MODALITES DE VARIATION DES PRIX	6
ARTICLE 4 : CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SURETE	6
4.1 - GARANTIE FINANCIERE	6
4.2 - AVANCE	7
ARTICLE 5 : MODALITES DE REGLEMENT DES COMPTES	7
5.1 - MODALITES DE REGLEMENT DES COMPTES ET PRESENTATION DES DEMANDES DE PAIEMENT	7
5.2 - APPROVISIONNEMENTS	8
5.3 - PAIEMENT DES COTRAITANTS ET DES SOUS-TRAITANTS	8
ARTICLE 6 : DELAI D'EXECUTION - PENALITES ET PRIMES	9
6.1 - DELAI D'EXECUTION DES TRAVAUX	9
6.2 - PROLONGATION DU DELAI D'EXECUTION	9
6.3 - PENALITES	9
ARTICLE 7 : CARACTERISTIQUES DES MATERIAUX ET PRODUITS	10
7.1 - PROVENANCE, QUALITE ET PRISE EN CHARGE DES MATERIAUX ET PRODUITS	10
7.2 - VERIFICATIONS, ESSAIS ET EPREUVES DES MATERIAUX ET PRODUITS	10
ARTICLE 8 : PREPARATION ET COORDINATION DES TRAVAUX	11
8.1 - PERIODE DE PREPARATION - PROGRAMME D'EXECUTION DES TRAVAUX	11
8.2 - SECURITE ET PROTECTION DE LA SANTE DES TRAVAILLEURS SUR LE CHANTIER	11
ARTICLE 9 : ETUDES D'EXECUTION – DIRECTION DES TRAVAUX	11
9.1 - ETUDES D'EXECUTION	11
9.2 - REPRESENTATION DU TITULAIRE	11
9.3- IDENTIFICATION DES ENTREPRISES	12

ARTICLE 10 : INSTALLATION ET ORGANISATION DU CHANTIER	12
10.1 - INSTALLATIONS DE CHANTIER	12
10.2 – INSTALLATIONS ET AUTORISATIONS A REALISER PAR LE TITULAIRE	12
10.3 - DIFFUSION DES DOCUMENTS DE CHANTIER	12
10.4 - EMBLEMENTS MIS A DISPOSITION POUR DEBLAIS	12
10.5 - SIGNALISATION DES CHANTIERS	12
ARTICLE 11 : DISPOSITIONS PARTICULIERES A L'ACHEVEMENT DU CHANTIER	12
11.1 - GESTION DES DECHETS DE CHANTIER	12
11.2 - PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT ET DEVELOPPEMENT DURABLE	13
11.3 - REPLIEMENT DES INSTALLATIONS DE CHANTIER ET REMISE EN ETAT DES LIEUX	13
11.4 - ESSAIS ET CONTROLES DES OUVRAGES	13
11.5 - DOCUMENTS A FOURNIR APRES EXECUTION	13
ARTICLE 12 : RECEPTION DES TRAVAUX	13
ARTICLE 13 : GARANTIES ET ASSURANCES	13
13.1 - DELAIS DE GARANTIE	13
13.2 - ASSURANCES	13
ARTICLE 14 : RESILIATION DU MARCHE	13
ARTICLE 15 : DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX	13

Article premier : Objet de la consultation - Dispositions générales

1.1 - Objet du marché

La présente consultation concerne les **Travaux d'entretien par curage d'une conche dans le Pôle Universitaire de Niort**. La description des ouvrages et leurs spécifications techniques sont indiquées dans le C.C.T.P.

Lieu(x) d'exécution : **11 Rue Archimède, 79000 Niort**

Code CPV : 45112500 Travaux de terrassement.

1.2 – Nature du marché

La présente procédure adaptée est soumise aux dispositions de l'article R2123-1 et R2123-5 du code de la commande publique.

Marchés négociés susceptibles d'être passés ultérieurement : En application des dispositions de l'article R 2122-7 du code de la commande publique, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de passer un marché négocié avec le titulaire pour des prestations similaires, sans publicité préalable et sans mise en concurrence.

1.3 - Modifications du marché

Le pouvoir adjudicateur se réserve conformément à l'article R2194-1 du code la commande publique la possibilité d'apporter des modifications au marché, dans la limite des articles suivants :

- Articles R2194-2 à R2194-4 pour les travaux, fournitures ou services supplémentaires devenus nécessaires.
- Article R2194-5 pour des circonstances imprévues
- Article R2194-6 pour la substitution d'un nouveau titulaire
- Article R2194-7 pour des modifications non substantielles
- Article R2194-8 à R2194-9 pour des modifications de faible montant

1.4 - Décomposition de la consultation

Il n'est pas prévu de décomposition en tranches.

Le marché est un marché à lot unique. En application de l'article R2113-2 du code de la commande publique, l'université de Poitiers décide de ne pas allotir de marché car la nature des travaux à réaliser nécessite l'intervention d'un seul et même corps de métier.

1.5.- Sous traitance

Le titulaire d'un marché de travaux est habilité à sous-traiter l'exécution de certaines parties de son marché, provoquant obligatoirement le paiement direct de celui-ci pour des prestations égales ou supérieures à 600 € TTC. Il présentera le formulaire "Déclaration de sous-traitance" (ou formulaire DC4 en vigueur¹) qui sera annexé à l'acte d'engagement, dûment complété et signé en y joignant :

- son DC1, DC2, attestations d'assurances
- un mémoire présentant les références techniques, les moyens, la méthodologie et les actions de développement durable et des actions en termes de responsabilité sociétale

L'acceptation de la demande d'agrément d'un sous-traitant et des conditions de paiement correspondantes est possible en cours de marché à la condition de l'avoir déclaré **4 semaines** préalablement à son intervention. Ce délai est indispensable pour valider la demande d'agrément. Pour ce faire, le titulaire doit fournir, toutes les pièces précédemment listées.

Un sous-traitant, ne peut commencer à intervenir sur un chantier que sous réserve, d'une part, de cette acceptation et de cet agrément et, d'autre part, que ce sous-traitant ait adressé au coordonnateur de sécurité et protection de la santé des travailleurs, lorsque celui -ci est exigé par la loi, *un plan particulier de sécurité et de protection de la santé*, conformément à l'article L. 4532-9 du Code du travail.

Toute sous-traitance occulte pourra être sanctionnée par la résiliation du marché aux torts du titulaire du marché (Article 50.3.1 du CCAG-Travaux).

¹ Le formulaire DC4 est disponible sur le site du Ministère des Finances, de l'Industrie et de l'Emploi à l'adresse suivante : www.minefi.gouv.fr ou au lien <https://www.economie.gouv.fr/daj/marches-publics/formulaires>

1.6 - Maîtrise d'œuvre

SARL GENIVERT

3 rue Alexandre Gosselin - 44300 NANTES

Mail : pascale.gambier@genivert.fr

Tél : 06 29 26 79 60

1.7 - Coordination pour la sécurité et la protection de la santé

Aucune coordination sécurité et protection de la santé n'est prévue pour cette opération. En revanche, le maître de l'ouvrage assure la coordination générale des mesures de prévention et procède, avec le concours du ou des titulaires, à une analyse des risques afin d'élaborer le plan de prévention.

1.8 - Notifications par échanges dématérialisés

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de notifier les documents modifiant le marché (avenant, acte spécial de sous-traitance etc...) par voie électronique. A cette fin, la plateforme de dématérialisation PLACE sera utilisée afin de garantir la confidentialité et la traçabilité des échanges. L'utilisation de cette plateforme nécessite un accès internet et n'engendre aucun frais supplémentaire.



L'acte d'engagement précise l'adresse mail ainsi que l'adresse postale du titulaire pour les notifications. En cas de changement durant l'exécution du marché, il appartient au titulaire du marché de communiquer la nouvelle adresse mail ainsi que la nouvelle adresse postale auxquelles devront être effectuées les communications.

1.9 - Redressement ou liquidation judiciaire

Les dispositions qui suivent sont applicables en cas de redressement judiciaire ou de liquidation judiciaire.

Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement au pouvoir adjudicateur par le titulaire du marché. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution du marché.

En cas de redressement judiciaire, le pouvoir adjudicateur adresse à l'administrateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution du marché. Cette mise en demeure est adressée au titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si, en application de l'article L627-2 du Code de commerce, le juge commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'article L622-13 du Code de commerce.

En cas de réponse négative ou de l'absence de réponse dans le délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation du marché est prononcée. Ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de décision de l'administrateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution du marché, ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire à aucune indemnité.

En cas de liquidation judiciaire, la résiliation du marché est prononcée sauf si le jugement autorise expressément le maintien de l'activité de l'entreprise. Dans cette hypothèse, le pouvoir adjudicateur pourra accepter la continuation du marché pendant la période visée à la décision de justice ou résilier le marché sans indemnité pour le titulaire.

Article 2 : Pièces constitutives du marché

2.1.- Pièces particulières :

- L'acte d'engagement (AE)
- Le présent cahier des clauses administratives particulières (C.C.A.P.)
- Le cahier de clauses techniques particulières (CCTP) et ses annexes
- La décomposition du Prix Global et Forfaitaire (DPGF)
- Le mémoire technique du candidat
- Le certificat de visite
- La fiche de support R.I.B

2.2.- Pièces générales

Le cahier des clauses administratives générales (C.C.A.G.) applicables aux marchés publics de travaux, approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021.

Le cahier des clauses spéciales des documents techniques unifiés (CCS-DTU) énumérés à l'annexe 1 de la circulaire du 22 Avril 1986 du Ministre de l'économie, des finances et de la privatisation.

Le cahier des clauses techniques générales (C.C.T.G.) applicables aux marchés publics de travaux

Article 3 : Prix du marché

3.1 - Caractéristiques des prix

Le marché est conclu pour un montant forfaitaire tel qu'indiqué dans l'acte d'engagement. La DPGF (décomposition du prix global et forfaitaire) liste et précise le coût des prestations qui composent le forfait.

Les prix du marché sont établis hors T.V.A, tiennent compte des sujétions techniques précisées dans les documents techniques et comprennent notamment les charges fiscales ; parafiscales, ou autres.

Les prix tiennent compte des dépenses liées aux mesures particulières concernant la sécurité et la protection de la santé, de la notification du marché à l'expiration du délai de garantie de parfait achèvement.

3.2 - Modalités de variation des prix

Les prix sont fermes et actualisables conformément aux articles de R2112-8 à R2112-11 du code de la commande publique, dès lors qu'un délai supérieur à trois mois s'écoule entre la date à laquelle le candidat a fixé son prix dans l'offre et la date de début d'exécution des prestations, une actualisation des prix peut être pratiquée, dans les conditions suivantes :

Les prix sont fermes actualisables par application aux prix du marché d'un coefficient C_n donné par la formule suivante : $C_n = I(d-3)/I_0$ avec

- C_n : coefficient d'actualisation,
- I_0 : valeur de l'index de référence au mois zéro,
- d : mois de début d'exécution des prestations,
- $I(d - \text{nombre de mois de décalage})$: valeur de l'index de référence au mois « d » diminué du nombre de mois de décalage (sous réserve que le mois « d » du début d'exécution des travaux soit postérieur au mois zéro augmenté du nombre de mois de décalage).

La date d'établissement des prix est la date de la signature de l'offre de prix par le candidat.

L'index de référence I , publié par l'INSEE, est l'**index TP03 terrassements généraux**.

Lorsqu'une actualisation a été effectuée provisoirement en utilisant un index antérieur à celui qui doit être appliqué; l'actualisation définitive, sur la base des valeurs finales de références, interviendra au plus tard trois mois après la publication de ces valeurs.

Article 4 : Clauses de financement et de sûreté

4.1 - Garantie financière

Conformément aux articles de R2191-32 à R2191-42 du code de la commande publique, une retenue de garantie de 3,00 % du montant initial du marché (augmenté le cas échéant du montant des avenants) sera constituée. Cette retenue de garantie sera prélevée sur le montant de chaque acompte par le comptable assignataire des paiements.

Cette retenue de garantie peut être remplacée au gré du titulaire par une garantie à première demande, constituée en totalité au plus tard à la date à laquelle le titulaire remet la demande de paiement correspondant au premier acompte du marché. Il ne sera par contre pas accepté de caution personnelle et solidaire.

Dans l'hypothèse où la garantie ne serait pas constituée ou complétée, dans ce délai, la fraction de la retenue de garantie correspondant à l'acompte est prélevée. Le titulaire garde la possibilité, pendant toute la durée du marché, de substituer une garantie à première demande à la retenue de garantie.

4.2 - Avance

Conformément à l'article R2191-3 et R2191-5 une avance est accordée au titulaire, sauf indication contraire dans l'acte d'engagement, lorsque le montant initial du marché est supérieur à 50 000 €.HT et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à 2 mois.

Le montant de l'avance est fixé à 30,00 % du montant, toutes taxes comprises, du marché si sa durée est inférieure ou égale à douze mois ; si cette durée est supérieure à douze mois, l'avance est égale à 30,00 % d'une somme égale à douze fois le montant mentionné ci-dessus divisé par cette durée exprimée en mois.

Le montant de l'avance ne peut être affecté par la mise en œuvre d'une clause de variation de prix.

Le remboursement de l'avance commence lorsque le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint ou dépasse 65,00 % du montant du marché. Il doit être terminé lorsque ledit montant atteint 80,00 % du montant, toutes taxes comprises, du marché. Ce remboursement s'effectue par précompte sur les sommes dues ultérieurement au titulaire à titre d'acompte ou de solde.

Nota : Dès lors que le titulaire remplit les conditions pour bénéficier d'une avance, une avance peut être versée, sur leur demande, aux sous-traitants bénéficiaires du paiement direct suivant les mêmes dispositions (taux de l'avance et conditions de versement et de remboursement ...) que celles applicables au titulaire du marché.

Article 5 : Modalités de règlement des comptes

5.1 - Modalités de règlement des comptes et présentation des demandes de paiement

Les demandes de paiement seront présentées conformément à l'article 12.1 du C.C.A.G.-Travaux. Les acomptes seront réglés mensuellement ou sur présentation de situations au fur et à mesure de l'avancement des travaux.

Les demandes de paiement seront établies avec, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- le nom ou la raison sociale du créancier ;
- le cas échéant, la référence d'inscription au répertoire du commerce ou des métiers; le numéro de SIREN ou de SIRET ;
- le numéro du compte bancaire ou postal ;
- le numéro du marché ;
- la désignation de l'organisme débiteur
- le relevé des travaux exécutés (constat contradictoire ou simples constatations) accompagné du calcul des quantités prise en compte, effectué sur la base de ce relevé;
- l'état des prix forfaitaires (ils peuvent être fractionnés si l'ouvrage ou la partie d'ouvrage auquel le prix se rapporte n'est pas terminé)
- le détail des prix unitaires (les prix unitaires ne sont jamais fractionnés pour tenir compte des travaux en cours de d'exécution) ;
- le montant hors taxe des travaux exécutés ;
- le calcul (justifications à l'appui) des coefficients d'actualisation des prix ;
- le remboursement des débours incombant au maître de l'ouvrage dont l'entrepreneur a fait l'avance, le cas échéant ;
- les montants et taux de TVA légalement applicables pour chacun des travaux exécutés ;
- le montant total TTC des travaux exécutés ;
- la date de facturation ;
- en cas de groupement conjoint, pour chaque opérateur économique, le montant des travaux effectués par l'opérateur économique ;
- en cas de sous-traitance, la nature des travaux exécutés par le sous-traitant, leur montant total hors taxes, ainsi que, le cas échéant, les variations de prix établies HT.

Les demandes de paiement seront dématérialisées (conformément à l'ordonnance du 26 juin 2014) et **transmises** via la solution informatique gratuite et sécurisée, Chorus Pro. <https://chorus-pro.gouv.fr>.

Les projets de décompte (factures) et les états d'acompte (situations maîtrise d'œuvre) devront mentionner l'adresse unique de facturation du service facturier de l'Université de Poitiers :

Université de Poitiers
Agence comptable – Service facturier
15 rue de l'Hôtel Dieu - TSA 21121 – 86073 POITIERS CEDEX 9

Ils devront comporter le numéro d'engagement juridique (EJ) que vous trouverez sur le bon de commande (numéro commençant par 45 + 8 chiffres), les numéros de marché et de lots et les mentions obligatoires (Nom du document, Numéro, TVA, SIRET, TVA intracommunautaire).

Vous trouverez ci-dessous les informations relatives à l'Université de Poitiers pour déposer les documents :

- **Le numéro de SIRET**, qui identifiera l'Université de Poitiers en tant que destinataire de la facture : **198 608 564 00375**
- **Le code service du service facturier de l'Université de Poitiers** : **UNIVPOITIERS**
- **Le numéro d'engagement (EJ) que vous trouverez sur le bon de commande (numéro commençant par 45 + 8 chiffres—exemple 4500xxxxxx)**

Les projets de décomptes (factures) et les états (situations) ne répondant pas à ces exigences vous seront automatiquement renvoyés pour régularisation, ce qui entraînera de fait des retards de règlement.

Pour tout renseignement vous pouvez vous adresser à la cellule fournisseurs du service facturier : contact.fournisseurs@univ-poitiers.fr

Les sommes dues au(x) titulaire(s) et au(x) sous-traitant(s) de premier rang éventuel(s) du marché, seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des factures ou des demandes de paiement équivalentes. Le point de départ du délai global de paiement est la date de dépôt du projet de décompte mensuel sur CHORUS PRO.

En cas de retard de paiement, le titulaire a droit au versement d'intérêts moratoires, ainsi qu'à une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 €. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

5.2 - Approvisionnements

Les travaux étant réalisés sur un site en activité avec une emprise restreinte, l'approvisionnement se fera à l'avancement.

5.3 - Paiement des cotraitants et des sous-traitants

La déclaration de sous-traitance précise tous les éléments de l'article R2193-1 au R2193-22 du code de la commande publique et indique en outre pour les sous-traitants à payer directement :

- La personne habilitée à donner les renseignements relatifs aux nantissements et cessions de créances ;
- Le comptable assignataire des paiements ;
- Le compte à créditer.
- **Modalités de paiement des sous-traitants directs :**
 - ♦ Le sous-traitant adresse sa demande de paiement libellée au nom du pouvoir adjudicateur au titulaire du marché, sous pli recommandé avec accusé de réception, ou la dépose auprès du titulaire contre récépissé.

- ♦ Le titulaire a 15 jours pour faire savoir s'il accepte ou refuse le paiement au sous-traitant. Cette décision est notifiée au sous-traitant et au pouvoir adjudicateur.
 - ♦ Le sous-traitant adresse également sa demande de paiement au pouvoir adjudicateur accompagnée des factures et de l'accusé de réception ou du récépissé attestant que le titulaire a bien reçu la demande, ou de l'avis postal attestant que le pli a été refusé ou n'a pas été réclamé.
 - ♦ Le paiement du sous-traitant s'effectue dans le respect du délai global de paiement. Ce délai court à compter de la réception par le pouvoir adjudicateur de l'accord, total ou partiel, du titulaire sur le paiement demandé, ou de l'expiration du délai de 15 jours mentionné plus haut si, pendant ce délai, le titulaire n'a notifié aucun accord ni aucun refus, ou encore de la réception par le pouvoir adjudicateur de l'avis postal mentionné au troisième paragraphe.
 - ♦ En cas de cotraitance, si le titulaire qui a conclu le contrat de sous-traitance n'est pas le mandataire du groupement, ce dernier doit également signer la demande de paiement.
- **Modalités de paiement direct des cotraitants :**
 - ♦ En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations ;
 - ♦ En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom des membres du groupement ou du mandataire sauf stipulation contraire prévue à l'acte d'engagement.

Les autres dispositions relatives à la cotraitance s'appliquent selon l'article 12.5.3 du C.C.A.G.-Travaux.

Article 6 : Délai d'exécution - Pénalités et Primes

6.1 - Délai d'exécution des travaux

Le délai d'exécution de l'ensemble du marché est stipulé à l'acte d'engagement.

6.2 - Prolongation du délai d'exécution

La prolongation du délai d'exécution de l'exécution des prestations en cas de dépassement est subordonnée à la conclusion d'un avenant ou à l'émission d'une décision de poursuivre prise par le pouvoir adjudicateur.

6.3 - Pénalités

Le Maître d'œuvre, suivant les retards constatés et son jugement de leurs incidences sur le délai global de l'opération ou les délais partiels, propose l'application de retenues provisoires au maître d'ouvrage qui, seul, décide de leur application lors du traitement des demandes d'acomptes du titulaire.

Sur simple proposition de la maîtrise d'œuvre et après acceptation de la maîtrise d'ouvrage, les retenues deviennent des pénalités si le titulaire n'a pas mis en œuvre des mesures validées par le maître d'œuvre et permettant de rattraper les retards correspondants et d'annihiler toutes les conséquences engendrées par ces retards.

Par dérogation au CCAG travaux, Le Maître d'Ouvrage, appliquera au titulaire du marché, les pénalités suivantes:

Motifs	Montant forfaitaire ou pourcentage du coût de la prestation
Non transmission de documents selon planning OPC ou à la demande MO, MOE	200€/ jour calendaire de retard
Absence aux réunions qu'elles soient organisées par MOE ou MO	150 € sur simple constat et sans mise en demeure préalable
Non-respect des dispositifs de sécurité	200€/ jour calendaire de retard si non respecté après mise en demeure (mise en demeure pouvant être faite par MO, MOE)
Retard sur le planning	300€/ jour calendaire de retard

Motifs	Montant forfaitaire ou pourcentage du coût de la prestation
Nettoyage de chantier	En cas de non-exécution, (après mise en demeure d'exécution sous 48h), le MOE pourra faire précéder au nettoyage par prestataires extérieurs à la charge des entreprises. + application d'une pénalité forfaitaire de 150 € pour chaque entreprise concernée et à chaque fois que la situation se répétera
Non tri des déchets sur le chantier	200 € sur simple constat et sans mise en demeure préalable
Infraction à la réglementation concernant le travail dissimulé ou le travail détaché	5 000€ par constat et par jour calendaire
Non transmission du projet de DOE lors réunions OPR	150 €/ jour de retard sur simple constat et sans mise en demeure préalable
Non transmission du DOE e complet 1 mois après la date de réception	Dans l'attente de la remise des documents, une retenue provisoire égale à 1500 € sera opérée dans les conditions stipulées à l'article 19.3 du C.C.A.G. Travaux, sur les sommes dues à l'entrepreneur
Fourniture d'échantillon	200€/ jour calendaire de retard selon planning OPC ou à la demande MOE, MO
Intervention sur chantier d'un sous-traitant non agréé par le maître d'ouvrage (quel que soit le degré de cette sous-traitance)	3 000€ par constat et par jour calendaire
Retard pour la levée des réserves	200€/ jour calendaire de retard suivant mise en demeure

Les pénalités ne sont pas révisables, par dérogation à l'article 19.2.1 du CCAG Travaux les pénalités sont dues dès le 1er euro et seront cumulables.

Article 7 : Caractéristiques des matériaux et produits

7.1 - Provenance, qualité et prise en charge des matériaux et produits

Le cahier des charges fixe la provenance de ceux des matériaux, produits et composants de construction dont le choix n'est pas laissé au titulaire ou n'est pas déjà fixé par les documents particuliers du marché ou déroge aux dispositions des dites pièces.

Les matériels et installations devront satisfaire aux normes et règlements en vigueur à la date de notification du marché. Les matériaux et produits de construction utilisés pour l'exécution du marché doivent être conformes aux normes visées par le cahier des charges.

7.2 - Vérifications, essais et épreuves des matériaux et produits

Des vérifications qualitatives et quantitatives seront effectuées sur les matériaux et produits objet du marché. Tous les matériaux et produits mis en œuvre dans le cadre du chantier doivent disposer des justificatifs correspondants à ceux décrits dans le CCTP.

Article 8 : Préparation et Coordination des travaux

8.1 - Période de préparation - programme d'exécution des travaux

Il est fixé une période de préparation d'une durée **de 10 jours**, comprise dans le délai d'exécution du marché. Cette période débute à compter de la notification du marché.

Le calendrier détaillé d'exécution est élaboré, après consultation des entreprises.

Un programme d'exécution des travaux, accompagné du projet des installations du chantier et des ouvrages provisoires prévues à l'article 28.2 du C.C.A.G.-Travaux est établi et présenté au visa du maître d'œuvre, par les soins du ou des titulaires

Le chantier se déroulera dans le respect des prescriptions particulières d'hygiène et de sécurité applicables aux travaux effectués dans un établissement par une entreprise extérieure dans le cas de chantiers non clos et indépendants nécessitant l'élaboration d'un plan de prévention (décret n°92-158 du 20/02/1992).

Dans le cadre de l'élaboration du plan de prévention, maître d'ouvrage et titulaire(s) doivent effectuer, pendant la période de préparation, les opérations suivantes :

- le maître d'ouvrage a la charge d'organiser, conformément à l'article R. 4512-2 à 5 du Code du travail, une inspection commune à laquelle participent les titulaires ;
- les titulaires participent à l'inspection commune préalable des lieux de travail, des installations et des matériaux conformément à l'article R.4512-2 à 5 du Code du travail ;
- les titulaires analysent les risques liés à l'opération afin de définir les mesures de préventions ;
- les titulaires élaborent, conjointement avec le maître de l'ouvrage, le plan de prévention des risques au sens de l'article R. 4512-6 à 16 du Code du travail. Ces obligations sont applicables à chaque entrepreneur (y compris cotraitants et sous-traitants).

Ces obligations sont applicables à chaque entrepreneur (y compris cotraitants et sous-traitants). Ces plans particuliers doivent être remis au Maître d'ouvrage dans un délai de 10 jours à compter du début de la période de préparation.

8.2 - Sécurité et protection de la santé des travailleurs sur le chantier

Aucune coordination sécurité et protection de la santé n'est à prévoir pour cette opération. Par contre, elle fait l'objet d'un plan de prévention.

Le maître d'ouvrage assure la coordination générale des mesures de prévention qu'il prend et de celles que prennent l'ensemble des entreprises intervenant dans l'opération. Il a aussi l'obligation d'alerter l'entrepreneur en cas de danger grave à l'encontre d'un des salariés de cette entreprise et possibilité d'arrêter tout ou partie du chantier et coordonne les nouvelles mesures de prévention qui seraient prises à l'occasion d'organisation d'inspections ou de réunions périodiques.

Chaque titulaire est responsable de la mise en œuvre des mesures prévues par le plan de prévention, de la reprise de ces mesures préalables en cas de sous-traitants déclarés en cours de travaux, Il est aussi responsable de la mise à jour du plan de prévention faisant suite à de nouvelles inspections. Par contre, chaque entreprise est tenue d'informer ses salariés des risques et des mesures de prévention prises et demeure responsable de l'application de ces mesures, nécessaires à la protection de son personnel.

Le titulaire doit respecter les dispositions de l'article L. 5212-1 à 4 du Code du travail sur l'emploi des travailleurs handicapés.

Article 9 : Etudes d'exécution – Direction des travaux

9.1 - Etudes d'exécution

Sans objet.

9.2 - Représentation du titulaire

Le titulaire doit être représenté sur le site par un interlocuteur responsable, apte à prendre toute décision engageant la société et par un encadrement qualifié présent en permanence sur le chantier.

9.3- Identification des entreprises

Toute personne intervenant sur le chantier doit pouvoir justifier de son appartenance à une entreprise déclarée et connue du Maître d'Ouvrage.

Article 10 : Installation et organisation du chantier

10.1 - Installations de chantier

Conformément à l'article 31.1 C.C.A.G.-Travaux, le titulaire supporte toutes les charges relatives à l'établissement et à l'entretien de ses installations de chantier.

Le chantier se déroule en milieu occupé. L'entreprise devra prendre toutes les dispositions utiles pour assurer la protection des personnes, tant sur la voie publique qu'à l'intérieur du chantier. L'accès au chantier ne sera autorisé qu'aux intervenants et sera fermé la nuit et les jours non travaillés.

L'entreprise devra également prendre ses dispositions pour éviter des dégradations sur la voie publique, ainsi que sur les propriétés riveraines, auquel cas les travaux de réfection seront à la charge de l'entrepreneur qu'elle qu'en soit l'importance.

10.2 – Installations et autorisations à réaliser par le titulaire

Le titulaire assurera toutes les démarches administratives (D.I.C.T.), les constats, les installations de chantiers y compris leur entretien et leur démontage. Chaque entreprise doit effectuer toutes les démarches auprès des services publics (services concessionnaires, services communaux, voirie, police, etc.) en vue de l'exécution de ses travaux (occupation de voie publique, coupure ou détournement de réseaux, etc.)

10.3 - Diffusion des documents de chantier

Un journal de chantier sera tenu par l'entreprise conformément au CCTP.

Les documents de chantier établis par les entreprises seront diffusés par voie dématérialisée comme suit :

- 1 exemplaire pour le Maître d'Ouvrage
- 1 exemplaire pour la Maîtrise d'Œuvre

Tous les documents comporteront un cartouche défini par le Maître d'Œuvre avec numéro et indice, dont la liste des documents, établis par l'ensemble des intervenants, devra être constamment mise à jour.

10.4 - Emplacements mis à disposition pour déblais

Les lieux et conditions de dépôt des déblais en excédent : selon spécifications du CCTP et du plan d'installation de chantier défini lors de la phase de préparation.

10.5 - Signalisation des chantiers

Conformément à l'article 31.6 du C.C.A.G.-Travaux, la signalisation de chantier dans les zones intéressant la circulation sur la voie publique doit respecter les instructions réglementaires en la matière. La signalisation des chantiers est réalisée dans les conditions du CCTP.

Article 11 : Dispositions particulières à l'achèvement du chantier

11.1 - Gestion des déchets de chantier

Conformément à l'article 36 du C.C.A.G.-Travaux, la valorisation ou l'élimination des déchets créés par les travaux, objet du marché, est de la responsabilité du maître de l'ouvrage en tant que « producteur » de déchets et du titulaire en tant que « détenteur » de déchets, pendant la durée du chantier.

Toutefois, le titulaire reste « producteur » de ses déchets en ce qui concerne les emballages des produits qu'il met en œuvre et les chutes résultant de ces interventions.

Le titulaire doit se conformer à la réglementation en vigueur quant à la collecte, au transport, au stockage et à l'évacuation de ces déchets. Il est également de sa responsabilité de fournir les éléments de leur traçabilité.

11.2 - Protection de l'environnement et développement durable

Le pouvoir adjudicateur, dans le cadre de sa politique de développement durable souhaite que ses partenaires adoptent une conduite vertueuse en matière de protection de l'environnement.

Le Titulaire retenu s'engage à mettre en œuvre toutes dispositions utiles pour atteindre les performances en matière de protection de l'environnement qu'il a déclarées dans son offre

11.3 - Repliement des installations de chantier et remise en état des lieux

Selon les stipulations du CCTP.

11.4 - Essais et contrôles des ouvrages

Sans objet.

11.5 - Documents à fournir après exécution

A l'issue des travaux de curage, un plan des profils en travers post curage sera réalisé pour être envoyé en format PDF (non modifiable) à la DDT des Deux-Sèvres par la Maîtrise d'ouvrage.

Les délais et modalités de remise des documents applicables sont ceux prévus dans le C.C.A.G Travaux. Les documents nécessaires seront remis en deux exemplaires papiers et un exemplaire informatique.

Retenue : Dans l'attente de la remise des documents, une retenue est prévue conformément au tableau article 6.3.

Article 12 : Réception des travaux

La réception a lieu conformément à l'article 41 du C.C.A.G.-Travaux.

Article 13 : Garanties et assurances

13.1 - Délais de garantie

Le délai de garantie est conforme à l'article 44.1 du C.C.A.G.-Travaux.

13.2 - Assurances

Par dérogation à l'article 8.1.3 du CCAG travaux, dans un délai de huit jours à compter de la notification du marché et avant tout commencement d'exécution, le titulaire, le mandataire ainsi que les cotraitants doivent justifier qu'ils ont contracté :

- une assurance au titre de la responsabilité civile découlant des articles 1382 à 1384 du Code civil, garantissant les tiers en cas d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des travaux.
- une assurance au titre de la garantie décennale couvrant les responsabilités résultant des principes dont s'inspirent les articles 1792, 1792-1, 1792-2, 1792-4 et 1792-4-1 du Code civil.

Article 14 : Résiliation du marché

Seules les stipulations du C.C.A.G.-Travaux, relatives à la résiliation du marché, sont applicables.

En cas de résiliation pour motif d'intérêt général par le pouvoir adjudicateur, le titulaire percevra à titre d'indemnisation une somme forfaitaire calculée en appliquant au montant initial hors TVA, diminué du montant hors TVA non révisé des prestations admises, un pourcentage égal à 5,00 %.

D'autre part, en cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R2143-3 et R2143-6 à R2143-10 du Code de la commande publique ou de refus de produire les pièces prévues aux articles D. 8222-5 ou D. 8222-7 à 8 du Code du travail conformément à l'article R2143-8 il sera fait application aux torts du titulaire des conditions de résiliation prévues par le marché.

Article 15 : Dérogations aux documents généraux

Pour tout ce qui n'est pas contraire aux articles précédents, les clauses du C.C.A.G Travaux demeurent applicables.